

**CONSEIL METROPOLITAIN DU  
MARDI 28 JUIN 2022**

**NOMBRE D'ELUS METROPOLITAINS  
EN EXERCICE : 81**

**QUORUM : 41**

Le Conseil Métropolitain de la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE régulièrement convoqué le mardi 28 juin 2022, a été assemblé sous la présidence de Monsieur Hubert FALCO.

Secrétaire de Séance : Anaïs DIR

PRESENTS	REPRESENTES	ABSENTS
58	21	2

**OBJET DE LA DELIBERATION**

**N° 22/06/190**

**AVENANT N°1 AU  
PROTOCOLE D'INTENTION  
RELATIF AU FINANCEMENT  
DE LA LIGNE NOUVELLE  
PROVENCE COTE D'AZUR**

**PRESENTS :**

Mme Josée MASSI, Mme Basma BOUCHKARA, M. Philippe LEROY, M. Jean-David MARION, M. Jean-Pierre GIRAN, Mme Anne-Marie METAL, M. Hervé STASSINOS, M. Robert BENEVENTI, Mme Geneviève LEVY, Mme Valérie RIALLAND, M. Yann TAINGUY, M. Gilles VINCENT, Mme Béatrice BROTONS, M. Anthony CIVETTINI, M. Jean-Pierre COLIN, M. Christophe MORENO, M. Ange MUSSO, Mme Audrey PASQUALI-CERNY, Mme Dominique ANDREOTTI, M. Francis ROUX, Mme Véronique BERNARDINI, Mme Valérie MONDONE, M. Robert CAVANNA, M. Jean-Pierre EMERIC, M. Mohamed MAHALI, M. Christian SIMON, M. Thierry ALBERTINI, Mme Nathalie BICAIS, Mme Chantal PORTUESE, M. Bernard ROUX, Mme Delphine GROSSO, Mme Claude GALLI-ARNAUD, M. Patrice CAZAUX, Mme Amandine LAYEC, Mme Virginie PIN, Mme Rachel ROUSSEL, M. Albert TANGUY, Mme Magali TURBATTE, Mme Anaïs DIR, Mme Pascale JANVIER, Mme Corinne JOUVE, M. Franck CHOUQUET, Mme Isabelle MONFORT, M. Bruno ROURE, Mme Kristelle VINCENT, Mme Sandra TORRES, Mme Christine SINQUIN, Mme Marie-Claude PAGANELLI-ARGOLAS, M. Joseph MINNITI, M. Cheikh MANSOUR, Mme Corinne CHENET, M. Michel DURBANO, Mme Valérie BATTESTI, M. Arnaud LATIL, Mme Sylvie LAPORTE, M. Laurent BONNET, M. Hubert FALCO, M. Emilien LEONI.

**REPRESENTES :**

M. Philippe BERNARDI ayant donné pouvoir à M. Francis ROUX, M. Jean-Sébastien VIALATTE ayant donné pouvoir à M. Hubert FALCO, M. Pierre BONNEFOY ayant donné pouvoir à M. Mohamed MAHALI, M. Guillaume CAPOBIANCO ayant donné pouvoir à Mme Kristelle VINCENT, M. François CARRASSAN ayant donné pouvoir à M. Jean-Pierre GIRAN, Mme Josy CHAMBON ayant donné pouvoir à Mme Anaïs DIR, Mme Marie-Hélène CHARLES ayant donné pouvoir à Mme Anne-Marie METAL, M. Amaury CHARRETON ayant donné pouvoir à Mme Geneviève LEVY, M. Yannick CHENEVARD ayant donné pouvoir à Mme Virginie PIN, M. Laurent CUNEO ayant donné pouvoir à Mme Valérie BATTESTI, M. Luc DE SAINT-SERNIN ayant donné pouvoir à M. Albert TANGUY, Mme Nadine ESPINASSE ayant donné pouvoir à M. Bruno ROURE, Mme Brigitte GENETELLI ayant donné pouvoir à M. Emilien LEONI, M. Laurent JEROME ayant donné pouvoir à Mme Audrey PASQUALI-CERNY, Mme Edwige MARINO ayant donné pouvoir à Mme Véronique BERNARDINI, M. Erick MASCARO ayant donné pouvoir à M. Laurent BONNET, M. Jean-Louis MASSON ayant donné pouvoir à M. Ange MUSSO, Mme Cécile MUSCHOTTI ayant donné pouvoir à M. Michel DURBANO, M. Joël TONELLI ayant donné pouvoir à Mme Béatrice BROTONS, Mme Béatrice VEYRAT-MASSON ayant donné pouvoir à M. Christophe MORENO, Mme Hélène BILL ayant donné pouvoir à M. Franck CHOUQUET.

**ABSENTS :**

M. Frédéric BOCCALETTI, M. Amaury NAVARRANNE.

## **Séance Publique du 28 juin 2022**

**N° D' O R D R E : 22/06/190**

**O B J E T : AVENANT N°1 AU PROTOCOLE D'INTENTION RELATIF  
AU FINANCEMENT DE LA LIGNE NOUVELLE  
PROVENCE COTE D'AZUR**

### **LE CONSEIL METROPOLITAIN**

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L5217-1, L5211-1 et L2121-22-1,

**VU** le Code des Transports,

**VU** la Loi n°2019-1428 du 24 décembre 2019 d'orientation des mobilités,

**VU** le décret n°2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

**VU** la décision ministérielle du 23 juin 2020 portant sur la ligne nouvelle Provence Côte d'Azur,

**VU** le Contrat de Plan Etat-Région (CPER) de 2015-2020 signé entre la Région et l'Etat le 29 mai 2015 et ses avenants n°1, 2 et 3,

**VU** la délibération du Conseil Régional n°20-690 du 17 décembre 2020 approuvant le Contrat d'avenir Etat-Région en Provence-Alpes-Côte d'Azur 2021-2027,

**VU** la délibération du Conseil Communautaire n°10/04/46 du 03 avril 2010 approuvant les termes de la convention de partenariat,

**VU** la délibération du Conseil Communautaire n°16/11/164 du 10 novembre 2016 approuvant les termes de l'avenant n°1 à la convention relative au financement des études préalables à l'enquête d'utilité publique du projet de Ligne Nouvelle Provence Côte d'Azur à grande vitesse,

**VU** la délibération n°19/03/88 du Conseil Métropolitain du 27 mars 2019 approuvant l'amélioration des trains du quotidien au travers de l'avenant 2 de la convention de partenariat relative à la Ligne Nouvelle Provence Côte d'Azur,

**VU** la délibération du Conseil Métropolitain n°20/07/94 du 23 juillet 2020 approuvant l'avenant n°3 à la convention de partenariat relative au programme et financement des études préalables et à l'enquête d'utilité publique de la Ligne Nouvelle Provence Côte d'Azur,

**VU** la délibération du Conseil Métropolitain n°20/07/95 du 23 juillet 2020 approuvant la convention de financement des acquisitions foncières anticipées du projet Ligne Nouvelle Provence Cote d'Azur,

**VU** la délibération du Conseil Métropolitain n°21/05/210 du 27 mai 2021 approuvant le projet de protocole d'intention relatif au financement de la Ligne Nouvelle Provence Cote d'Azur,

**VU** l'avis de la Commission Finances et Administration Générale du 20 juin 2022,

**VU** l'avis de la Commission Mobilités du 9 juin 2022,

**CONSIDERANT** que la Ligne Nouvelle Provence-Côte d'Azur apporte une réponse aux principales priorités concernant l'amélioration des transports, la lutte contre le réchauffement climatique et la mobilisation pour l'emploi, en favorisant le développement économique,

**CONSIDERANT** que ce projet permettra notamment de contribuer à la neutralité

carbone pour les besoins de déplacements du quotidien de la population à l'horizon 2030,

**CONSIDERANT** qu'il favorisera les déplacements ferroviaires au sein et entre les métropoles d'Aix-Marseille, de Toulon et de Nice-Côte d'Azur, grâce à une offre fréquente, régulière et performante,

**CONSIDERANT** qu'après plus de 15 années d'études et de concertation depuis le débat public de 2005, le projet de Ligne Nouvelle Provence Côte d'Azur entre dans une phase décisive. En effet, après son inscription dans les projets prioritaires dans la loi d'orientation des mobilités de 2019, la décision ministérielle du 23 juin 2020 a acté les opérations constitutives des phases 1 et 2 et a validé le périmètre de Déclaration d'Utilité Publique,

**CONSIDERANT** qu'un protocole de financement a ainsi été négocié et élaboré avec l'ensemble des partenaires pour définir les conditions de financement et de gouvernance des opérations des phases 1 et 2 pour un coût total de 3 459 M€ en euros constant,

**CONSIDERANT** que sur la base d'un financement de l'Etat de 40 % et d'une hypothèse de financement de l'Union européenne de 20 %, la répartition des contributions des collectivités partenaires est fixée au maximum à 40 % du coût du projet sur les phases 1 et 2. La répartition entre les Collectivités Locales et les Etablissements Publics Intercommunaux a été établie selon 4 critères : population, richesse fiscale intrinsèque de chaque collectivité, retombées fiscales du projet et ses bénéfices socio-économiques pour chaque territoire.

La part de la Métropole TPM s'élevait à 2,73% de la part des Collectivités et EPCI, soit 37,79 M€

**CONSIDERANT** que ce protocole fixe également des engagements de solidarité pour les phases 3 et 4 du projet. Le choix de porter sur les 4 phases (pour un coût total de 14 Md€) est en effet nécessaire pour préserver la gouvernance globale du projet, avec un juste équilibre entre les collectivités le long du projet, impactées progressivement par les différentes phases,

**CONSIDERANT** que le comité de pilotage du 7 janvier 2021 a également validé le principe d'étudier la création d'une société de projet (Etablissement Public Local) que le Gouvernement est habilité à créer, jusqu'en avril 2022, par voie d'ordonnance en application de l'article 4 de la loi d'orientation des mobilités,

**CONSIDERANT** que toute collectivité territoriale ou groupement de collectivités territoriales souhaitant participer au financement de la LNPCA peut être autorisé par

le conseil d'administration à adhérer à l'établissement public « Société de la Ligne Nouvelle Provence Côte d'Azur ». Cette adhésion est conditionnée notamment par la signature du protocole,

**CONSIDERANT** que la Communauté d'agglomération Sophia Antipolis, partenaire et financeur des études préliminaires à l'enquête d'utilité publique de la LNPCA et des études d'avant-projet de phase 1, a décidé, par délibération du 13 décembre 2021, d'approuver sa participation financière au projet des phases 1 & 2 du projet conformément aux règles édictées dans le protocole et d'affirmer sa volonté de rejoindre la gouvernance de la « Société de la Ligne Nouvelle Provence Côte d'Azur »,

**CONSIDERANT** que la récente et nouvelle participation de la CA de Sophie Antipolis à hauteur de 1,27 %, soit 17,57 M€, réduit la participation de la Métropole TPM à 2,68 %, soit 37,03 M€,

Et après en avoir délibéré,

## **DECIDE**

### **ARTICLE 1**

**D'APPROUVER** l'avenant n°1 au projet de protocole d'intention relatif au financement de la Ligne Nouvelle Provence Cote d'Azur, annexé à la présente délibération.

## **ARTICLE 2**

**D'AUTORISER** Monsieur le Président de la Métropole TPM à signer l'avenant n°1 au projet de protocole d'intention relatif au financement de la Ligne Nouvelle Provence Cote d'Azur.

Ainsi fait et délibéré les jours, ou mois et ans que dessus.  
Pour extrait certifié conforme au registre.

Fait à Toulon, le 28 juin 2022

Hubert FALCO

Président de la Métropole  
Toulon Provence Méditerranée  
Ancien Ministre

POUR 74

CONTRE 0

ABSTENTION 4

Madame Basma BOUCHKARA, Madame Cécile MUSCHOTTI,  
Madame Rachel ROUSSEL, Monsieur Michel DURBANO.

Elu(s) ne prenant pas part au vote :  
**Monsieur Yannick CHENEVARD.**





**PROTOCOLE D'INTENTION  
RELATIF AU FINANCEMENT DE LA  
« LIGNE NOUVELLE  
PROVENCE-CÔTE D'AZUR »  
Avenant n°1**

Entre :

**L'Etat**, représenté par Monsieur Christophe MIRMAND, Préfet de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur,

**SNCF Réseau**, société anonyme, immatriculée au Registre du commerce de Bobigny sous le n° B.412.280.737 - (02 B 08113), dont le siège est 15-17 rue Jean-Philippe Rameau CS 80001 - 93418 La Plaine St Denis Cedex, représenté par Anne BOSCHE-LENOIR,

**SNCF Gares & Connexions**, société anonyme au capital de 77.292.590 euros, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro 507 523 801, dont le siège social est Paris (75013), au 16 avenue d'Ivry, représentée à l'effet des présentes par Stéphane LERENDU, Directeur des Grands Projets, dûment habilité à cet effet,

**La Région Provence-Alpes-Côte d'Azur**, représentée par Monsieur Renaud MUSELIER, Président du Conseil régional, agissant en vertu de la délibération n°..... du .....,

**Le Département des Bouches du Rhône**, représenté par Madame Martine VASSAL, Présidente du Conseil départemental, agissant en vertu de la délibération n°..... du .....,

**Le Département des Alpes-Maritimes**, représenté par Monsieur Charles Ange GINESY, Président du Conseil départemental, agissant en vertu de la délibération n°..... du .....,

**Le Département du Var**, représenté par Monsieur Marc GIRAUD, Président du Conseil départemental, agissant en vertu de la délibération n°..... du .....,

**La Métropole Aix Marseille Provence**, représentée par Madame Martine VASSAL, Présidente de la Métropole, agissant en vertu de la délibération n°..... du .....,

**La Métropole Nice Côte d'Azur**, représentée par Monsieur Christian ESTROSI, Président de la Métropole, agissant en vertu de la délibération n°..... du .....,

**La Métropole Toulon Provence Méditerranée**, représentée par Monsieur Hubert FALCO, Président de la Métropole, agissant en vertu de la délibération n°..... du .....,

**La Communauté d'agglomération de Cannes Pays de Lérins**, représentée par Monsieur David LISNARD, Président de la Communauté d'agglomération, agissant en vertu de la délibération n°..... du .....,

**La Communauté d'agglomération de la Dracénie Provence Verdon**, représentée par Monsieur Richard STRAMBIO, Président de la Communauté d'agglomération, agissant en vertu de la délibération n°..... du .....,

**La Communauté d'agglomération du Pays de Grasse**, représentée par Monsieur Jérôme VIAUD, Président de la Communauté d'agglomération, agissant en vertu de la délibération n°..... du .....,

**La Communauté d'agglomération Sophia Antipolis**, représentée par Monsieur Jean LEONETTI, Président de la Communauté d'agglomération, agissant en vertu de la délibération n°..... du .....,



Ci-après dénommés ensemble « les Parties »,

## Préambule

Le protocole d'intention relatif au financement de la Ligne Nouvelle Provence Côte d'Azur (LNPCA), signé le 21 décembre 2021, a pour objet de consigner l'accord entre les parties sur les principes de réalisation et les modalités de financement du projet. Ces principes reposent sur une répartition entre, d'une part, l'Etat et, d'autre part, les collectivités territoriales, parties prenantes dans le projet. Un soutien de l'Union Européenne est également attendu. Le protocole institue des modalités de répartition du financement entre les collectivités pour les phases 1 et 2 du projet et fixe des engagements de solidarité pour les phases 3 et 4 entre elles. Les modalités de répartition reposent sur deux critères territoriaux la population et le potentiel fiscal, complétés par deux critères socio-économiques, les retombées fiscales directes générées et l'accroissement du nombre de voyageurs.

Enfin, ce protocole prévoit la possibilité de créer un établissement public local, au titre de l'article 4 de la loi n°2019-1428 du 24 décembre 2019 d'orientation des mobilités, pouvant permettre de faciliter le financement du projet par les collectivités territoriales, parties prenantes du projet. Cet établissement public local, nommé « Société de la Ligne Nouvelle Provence Côte d'Azur » a été créé par l'ordonnance n°2022-306 dont les conditions d'application ont été définies par le décret n°2022-638 du 22 avril 2022.

L'ordonnance précise que le conseil d'administration est composé des représentants des collectivités territoriales et groupements de collectivités territoriales signataires du protocole signé le 21 décembre 2022, à savoir la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur, les Départements des Bouches du Rhône, du Var, des Alpes-Maritimes, les Métropoles Aix-Marseille Provence, Toulon Provence Méditerranée, Nice Côte d'Azur et les Communautés d'agglomération Dracénie Provence Verdon, Cannes Pays de Lérins et Pays de Grasse.

Toute collectivité territoriale ou groupement de collectivités territoriales souhaitant participer au financement de la LNPCA peut être autorisé par le conseil d'administration à adhérer à l'établissement public « Société de la Ligne Nouvelle Provence Côte d'Azur ». Cette adhésion est conditionnée notamment par la signature du protocole.

La Communauté d'agglomération Sophia Antipolis, partenaire et financeur des études préliminaires à l'enquête d'utilité publique de la LNPCA et des études d'avant-projet de phase 1, a décidé, par délibération du 13 décembre 2021, d'approuver sa participation financière au projet des phases 1 & 2 du projet conformément aux règles édictées dans le protocole et d'affirmer sa volonté de rejoindre la gouvernance de la « Société de la Ligne Nouvelle Provence Côte d'Azur ».

Il est proposé de signer un avenant n°1 au protocole d'intention relatif au financement de la Ligne Nouvelle Provence Côte d'Azur afin d'intégrer la Communauté d'agglomération Sophia Antipolis dans le plan de financement du projet.

**En conséquence de quoi, il est convenu ce qui suit :**



### Article 1: Objet du présent avenant n°1

Le présent avenant n°1 a pour objet de modifier le protocole d'intention relatif au financement de la Ligne Nouvelle Provence Côte d'Azur.

### Article 2 : Modification de l'article 4.2 du protocole d'intention de financement

L'article 4.2 : « Principes de répartition du financement pour les phases 1 et 2 » du protocole d'intention de financement est modifié comme suit :

« <sup>1</sup>Les Collectivités représentent les 11 signataires du protocole soit : la Région Provence – Alpes – Côte d'Azur, le Département des Bouches du Rhône, le Département des Alpes-Maritimes, le Département du Var, la Métropole Aix Marseille Provence, la Métropole Nice Côte d'Azur, la Métropole Toulon Provence Méditerranée, la communauté d'agglomération de Cannes Pays de Lérins, Dracénie Provence Verdon agglomération, la communauté d'agglomération du Pays de Grasse et la communauté d'agglomération de Sophia Antipolis ».

### Article 3 : Modification de l'article 4.3 du protocole d'intention de financement

L'article 4.3 : « Principes de répartition entre les collectivités » du protocole d'intention de financement est modifié comme suit :

« Sur cette base, les quotités indicatives dues par chaque Collectivité sont les suivantes, pour l'ensemble des phases 1 et 2 :

Pondération critère	30%	25%	20%	25%	100%	
	Population	Potentiel fiscal	Retombées fiscales	Socio Economie	Quotité	Montant (M€)
Région Provence-Alpes-Côte d'Azur	41,88%	35,36%	24,05%	39,21%	40,00%	553,34
Département des Alpes-Maritimes	9,20%	10,60%	3,69%	18,34%	10,07%	139,24
Département des Bouches du Rhône	14,97%	17,92%	17,84%	10,53%	14,23%	196,84
Département du Var	8,97%	6,54%	2,15%	4,83%	5,59%	77,35
Métropole Aix-Marseille Provence	14,03%	20,22%	42,37%	10,39%	19,07%	263,79
Métropole Toulon Provence Méditerranée	3,42%	2,98%	2,76%	2,13%	2,68%	37,03
Métropole Nice Côte d'Azur	4,38%	4,77%	5,39%	8,58%	5,37%	74,35
Dracénie Provence Verdon Agglomération	0,57%	0,32%	0,51%	0,46%	0,44%	6,07
CA des Pays de Lerins	1,00%	0,37%	0,36%	2,24%	0,96%	13,33
CA du Pays de Grasse	0,53%	0,23%	0,12%	0,41%	0,32%	4,44
CA de Sophia Antipolis	1,05%	0,69%	0,75%	2,87%	1,27%	17,57

**Article 4 : Modification de l'annexe 5**

L'annexe 5 est modifiée comme suit :

« Le calcul détaillé des quotités à financer par chaque Collectivité au sein de l'enveloppe Collectivités »

<b>Pondération critère</b>	<b>30%</b>	<b>25%</b>	<b>20%</b>	<b>25%</b>	<b>100%</b>	
	<b>Population</b>	<b>Potentiel fiscal</b>	<b>Retombées fiscales</b>	<b>Socio Economie</b>	<b>Quotité</b>	<b>Montant (M€)</b>
Région Provence-Alpes-Côte d'Azur	41,88%	35,36%	24,05%	39,21%	<b>40,00%</b>	<b>553,34</b>
Département des Alpes-Maritimes	9,20%	10,60%	3,69%	18,34%	<b>10,07%</b>	<b>139,24</b>
Département des Bouches du Rhône	14,97%	17,92%	17,84%	10,53%	<b>14,23%</b>	<b>196,84</b>
Département du Var	8,97%	6,54%	2,15%	4,83%	<b>5,59%</b>	<b>77,35</b>
Métropole Aix-Marseille Provence	14,03%	20,22%	42,37%	10,39%	<b>19,07%</b>	<b>263,79</b>
Métropole Toulon Provence Méditerranée	3,42%	2,98%	2,76%	2,13%	<b>2,68%</b>	<b>37,03</b>
Métropole Nice Côte d'Azur	4,38%	4,77%	5,39%	8,58%	<b>5,37%</b>	<b>74,35</b>
Dracónic Provence Verdon Agglomération	0,57%	0,32%	0,51%	0,46%	<b>0,44%</b>	<b>6,07</b>
CA des Pays de Lerins	1,00%	0,37%	0,36%	2,24%	<b>0,96%</b>	<b>13,33</b>
CA du Pays de Grasse	0,53%	0,23%	0,12%	0,41%	<b>0,32%</b>	<b>4,44</b>
CA de Sophia Antipolis	1,05%	0,69%	0,75%	2,87%	<b>1,27%</b>	<b>17,57</b>

**Article 5 : Date d'effet du présent avenant n°1**

Le présent avenant n°1 du protocole prend effet à la date de sa signature par l'ensemble des parties.

**Article 6 : Portée du présent avenant n°1**

Les dispositions du protocole d'intention de financement initial signé le 21 décembre 2021 qui ne sont pas modifiées par le présent avenant n°1 demeurent inchangées et continuent de s'appliquer.

Le

(Date à apposer par le dernier signataire)

Pour l'Etat

Le Préfet de la région  
Provence-Alpes-Côte d'Azur

**Christophe MIRMAND**

PROJET

Pour SNCF Réseau

La Directrice Générale Déléguée

**Anne BOSCHE - LENOIR**

PROJET

Pour Gares & Connexions

Le Directeur des Grands Projets

***Stéphane LERENDU***

PROJET

Pour la Région  
Provence-Alpes-Côte d'Azur

Le Président du Conseil régional

***Renaud MUSELIER***

PROJET



Pour le Département des Bouches-du-Rhône

La Présidente du Conseil départemental

***Martine VASSAL***

PROJET

Pour le Département des Alpes-Maritimes

Le Président du Conseil départemental

***Charles Ange GINESY***

PROJET

Pour le Département du Var

Le Président du Conseil départemental

***Marc GIRAUD***

PROJET

Pour la Métropole Aix-Marseille-Provence

La Présidente de la Métropole

***Martine VASSAL***

PROJET

Pour la Métropole Nice Côte d'Azur

Le Président de la Métropole

***Christian ESTROSI***

PROJET

Pour la Métropole Toulon Provence Méditerranée

Le Président de la Métropole

***Hubert FALCO***

PROJET

Pour la Communauté d'agglomération Cannes  
Pays de Lérins

Le Président de la Communauté d'agglomération

***David LISNARD***

PROJET

Pour la Communauté d'agglomération  
Dracénie Provence Verdon agglomération

Le Président de la Communauté d'agglomération

***Richard STRAMBIO***

PROJET



Pour la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse

Le Président de la Communauté d'agglomération

***Jérôme VIAUD***

PROJET

Pour la Communauté d'agglomération Sophia Antipolis

Le Président de la Communauté d'agglomération

*Jean LEONETTI*

PROJET